

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal dossiers du 11.09

N° 21 du 05.02.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_dossiers1109.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_dossiers1109.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

### Sommaire :

1 Les acteurs en coulises.

Wayne Madsen : 11 septembre 2001 - Le Mossad dirigeait les « pirates de l'air ».

2 Comment camoufler la vérité.

Le SRAS activé en mode exercice le 10 septembre [2001]

3 Délits d'initiés boursiers.

11-Septembre : Larry Silverstein pensait déjà à son assurance le jour même des attentats.

4 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

4-1 Les Etats-Unis coopéraient avec le réseau Al-Qaïda, en Irak.

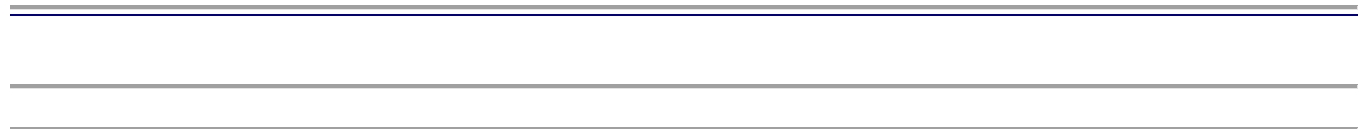
4-2 John Pilger : Pourquoi les guerres ne sont-elles pas rapportées honnêtement ?

5 Dossier & Point de vue

5-1 Christo : L'effondrement magique de la tour WTC7.

6 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

6-1 Eli Rika : Appel de Kevin Bracken pour une enquête sur le 11-Septembre.



## 1 Les acteurs en coulises.

Wayne Madsen : 11 septembre 2001 - Le Mossad dirigeait les « pirates de l'air ». En février 2002, le Renseignement britannique signala que le Mossad israélien dirigeait les cellules de pirates de l'air arabes qui furent ensuite accusées par la Commission sur le 11/9 de l'exécution des attentats aériens du World Trade Center et du Pentagone. Nous avons reçu les détails de ce rapport du Renseignement britannique, qui avait été étouffé par le régime de l'ancien premier ministre britannique Tony Blair.

Dans les mois précédant le 11/9, une unité du Mossad composée de six Juifs natifs d'Égypte et du Yémen a infiltré les cellules d'Al-Qaïda de Hambourg (la cellule Atta-Mamoun Darkanzali), de Floride du Sud, et de Sharjah dans les Émirats arabes unis. Non seulement le Mossad a infiltré les cellules, mais il a commencé à les organiser et à leur donner les ordres spécifiques qui aboutirait finalement le 11/9 à leur présence à bord des quatre vols réguliers en provenance de Boston, Washington Dulles, et Newark dans le New Jersey.

Formée de six Israéliens, l'équipe d'infiltration du Mossad comptait deux cellules de trois agents. Pour leur futur contrôle et manipulation de cellule Al-Qaïda, tous avaient reçu une formation spéciale dans une de leurs bases du désert du Néguev. Une cellule du Mossad s'est rendue à Amsterdam où elle s'est mise sous le contrôle opérationnel du poste du Mossad Europe, opérant à partir du complexe d'El Al à l'aéroport international de Schiphol. Se rendant ensuite à Hambourg, cette unité de trois hommes du Mossad a pris contact avec Mohammed Atta, qui a cru qu'elle était envoyée par Oussama Ben Laden. Elle était envoyée en réalité par le chef du Mossad, Ephraim Halevy,.

La deuxième équipe de trois hommes du Mossad a pris l'avion pour New York et puis pour le sud de la Floride, où elle a commencé à organiser les cellules Al-Qaïda opérant depuis Hollywood, Miami, Vero Beach, Delray Beach, et West Palm Beach. Les « étudiants en art » israéliens, qui faisaient déjà l'objet d'une enquête de la Drug Enforcement Administration pour espionnage (casing) des bureaux et domiciles des agents fédéraux, vivaient parmi elles et exerçaient une surveillance sur leurs activités, notamment sur la formation à l'école de pilotage de la future cellule de « pirates » arabes, en particulier à Hollywood et Vero Beach.

En août 2001, la première équipe du Mossad s'est envolée pour Boston avec Atta et les autres membres d'Al-Qaïda de Hambourg. La sécurité de l'aéroport international de Logan était confiée à Huntleigh USA, une filiale de la compagnie israélienne de sécurité aéroportuaire étroitement liée au Mossad, International Consultants on Targeted Security – ICTS. Les propriétaires d'ICTS étaient liés politiquement au Parti du Likoud, en particulier à la faction de Netanyahu, alors maire de Jérusalem, et du futur premier ministre Ehud Olmert. C'est Olmert qui intercédait personnellement auprès du maire de New York Rudolph Giuliani pour libérer de prison les cinq employés de l'entreprise de déménagement Urban Moving Systems, identifiés par les agents de la CIA et du FBI comme des pions du Mossad. Considérés comme ayant été impliqués dans les attentats du 11/9, ces Israéliens furent les seuls suspects arrêtés dans toute la Zunie.

Par l'intermédiaire de l'ambassade d'Israël à Washington, les deux équipes du Mossad envoyaient régulièrement à Tel-Aviv des rapports codés sur les progrès de l'opération 11/9. Nous avons appris d'une source du Pentagone que les principaux Zuniens impliqués dans l'activité médiatique visant à mettre le 11/9 sur le dos des pirates arabes d'Oussama Ben Laden et des Talibans, étaient présents à l'ambassade d'Israël le 10 septembre 2001. C'est là qu'ils coordonnaient leurs offensive médiatique pour les jours et semaines qui suivraient les attentats. Il est plus que probable que les agents de contre-espionnage du FBI qui s'acquittent de la surveillance de l'ambassade d'Israël ont la preuve de leur présence là-bas le 10 septembre. Certains de ces Zuniens sont bien connus du public des informations du réseau télévisé national.

À la mi-août, l'équipe du Mossad dirigeant la cellule de Hambourg à Boston a informé Tel-Aviv que les plans du 11/09 étaient finalisés. La cellule du Mossad basée en Floride a indiqué que la preuve de la «

présence » des membres de la cellule arabe dans les écoles de vol de Floride était établie.

Les deux cellules du Mossad évitaient soigneusement toute mention du World Trade Center ou des cibles à Washington dans leurs messages codés pour Tel-Aviv. Ephraim Halevy a dissimulé ses traces en signalant à la CIA une « menace générale » d'attaque de terroristes arabes contre une centrale nucléaire quelque part sur la côte Est de Zonie. Le directeur de la CIA George Tenet a rejeté comme « pas assez précis » l'avertissement de Halevy. Sous le directeur Louis Freeh, proche du départ, le FBI a enregistré l'alerte « imprécise » concernant l'attaque contre une centrale nucléaire et a expédié cette information dans ses bulletins habituels aux agents de terrain, mais aucun haut niveau d'alerte n'a été décrété.

Aucune trace papier ne montrant qu'Al-Qaïda est le cerveau du 11/9, qui pourrait donc être lié aux instructeurs du Mossad d'Al-Qaïda, a troublé le FBI. Le 19 avril 2002, dans un discours au Club Commonwealth de San Francisco, le directeur du FBI Robert Mueller a déclaré : « Dans notre enquête, nous n'avons pas découvert un seul bout de papier — soit ici en Zonie, soit dans la mine d'information découverte en Afghanistan et ailleurs — mentionnant quelque aspect du complot du 11 septembre. »

Les deux équipes du Mossad, d'infiltration et de contrôle d'Al-Qaïda, ont aussi aidé à établir des lieux sûrs pour l'exfiltration rapide de Zonie des agents du Mossad. En mars dernier, nous avons signalé : « Wayne Madsen Report a appris de deux sources d'El Al qui travaillaient pour cette compagnie aérienne israélienne à l'aéroport JFK de New York, que le 11/9, quelques heures après que la Federal Aviation Administration (FAA) ait fait clouer au sol tous les vols civils nationaux et internationaux entrants et sortants de Zonie, qu'un Boeing 747 d'El Al bondé a décollé de JFK à destination de l'aéroport international Ben Gurion de Tel-Aviv. Nos deux sources d'El Al ne sont pas des ressortissants israéliens, mais les immigrés légaux équatoriens qui travaillaient en Zonie pour la compagnie aérienne. Le vol a décollé de JFK à 16 heures 11 et son départ a été, selon les sources d'El Al, autorisé grâce à l'intervention directe du ministère de la Défense zonien. Sur les lieux, à l'aéroport JFK, avec les autorités aéroportuaires et du contrôle du trafic aérien, des responsables militaires ont été personnellement impliqués dans le déblayage de la voie pour faire décoller le vol. Selon le rapport de la Commission sur le 11/9, le ministre aux Transports Norman Mineta a ordonné à tous les vols civils d'atterrir à 9 heures 45 le 11 septembre. » Nous avons appris de sources du Renseignement britanniques que les six hommes de l'équipe du Mossad ont été enregistrés sur le manifeste de vol à titre d'employés d'El Al.

Nous avons signalé antérieurement que la cellule du Mossad opérant à travers Urban Moving Systems dans la région de Jersey City-Weehawken dans le New Jersey, était soupçonnée par certains au FBI et à la CIA d'être impliquée dans l'installation (moving) d'explosifs au World Trade Center, ainsi que dans la mise en scène de manifestations « sous fausse bannière » en au moins deux endroits du nord de Jersey : au parc d'État Liberty et dans un complexe d'appartements à Jersey City au moment où le premier avion a heurté la tour nord du World Trade Center. Une équipe d'agents du Mossad d'Urban Moving Systems a été arrêtée plus tard le 11 septembre et emprisonnée pendant cinq mois au Centre de détention métropolitain de Brooklyn. Certains de leurs noms figuraient en tant qu'agents du Mossad connus dans une base de donnée commune de la CIA et du FBI, avec le propriétaire d'Urban Moving Systems, Dominik Suter, dont le nom figurait aussi sur une liste confidentielle du FBI concernant des suspects du 11/9, ainsi que le nom des principaux « pirates, » dont Mohammed Atta et Hani Hanjour, ainsi que le soi-disant « 20ème pirate de l'air 20, » Zacarias Moussaoui.

À la suite des attentats du 11/9, Dominik Suter a eu l'autorisation de s'échapper de Zonie après qu'il ait eu un contact initial avec le FBI à l'entrepôt d'Urban Moving Systems à Weehawken dans le New Jersey. Selon une source informée qui nous a contactés, Suter a plus tard été autorisé à revenir en Zonie où il a participé à des activités de fourniture de pièces d'avion dans le sud de la Floride. Suter a ensuite déposé en Floride le bilan d'Urban Moving Systems et d'autres entreprises qu'il exploitait : Suburban Moving & Storage Inc ; Max Movers, Inc ; Invsupport ; Woodflooring Warehouse Corp ; One Stop nettoyage LLC, et City Carpet Upholstery, Inc. Au moment du dépôt de bilan en Floride, Suter a inscrit son adresse : 1867 Fox Cour, Wellington, FL 33414, avec son numéro de téléphone : 561 204-2359.

D'après la liste de créanciers, il peut être établi que Suter opérait en Zonie depuis 1993, année du premier attentat contre le World Trade Center. En 1993, Suter a commencé à accumuler des frais de carte de crédit American Express totalisant 21.913,97 dollars. Suter a aussi entretenu des comptes de carte de crédit dans, entre autres banques, HSBC et Orchard c/o HSBC Card Services de Salinas en Californie. Suter a également été en affaire avec le Centre communautaire juif de Grand Palm Beach en Floride et de Ryder Trucks à Miami. Miami et le sud de la Floride étaient des régions d'exploitation majeures pour les cellules d'agents du Mossad israélien se faisant passer pour des « étudiants en art, » qui vivaient et travaillaient à proximité de quelques-uns des futurs « pirates » arabes identifiés dans les mois précédant le 11/9.

John Miller, le correspondant de 20/20 sur ABC, a fait en sorte que le lien entre israélien et « pirates de l'air arabes » d'Al-Qaïda soit enterré lors d'une enquête sur l'activité des déménageurs le 11/9. La présentatrice Barbara Walters a aidé Miller en étouffant l'affaire des déménageurs et [l'affaire] Suter a été révélée le 21 juin 2002. Miller est ensuite devenu porte-parole des affaires publiques du FBI afin de s'assurer que Mueller et d'autres responsables du FBI retiennent bien le scénario Al-Qaïda tel qu'il avait été établi par le régime Bush et la future Commission sur le 11/9. Mais Vince Cannistraro, ancien patron de l'antiterrorisme à la CIA, a laissé échapper sur ABC un indice important sur les opérations des déménageurs du Mossad. Il a déclaré que des agents du Mossad « se sont installés ou ont opéré dans le but de lancer une opération de renseignement contre des islamistes radicaux dans la région, en particulier aux environs du New Jersey et de New York. » Concrètement, cette « opération de renseignement » s'est avérée être les attentats du 11/9. Et ce n'est pas un hasard si c'est John Miller d'ABC qui a réalisé en mai 1998 l'une des rares interviews d'Oussama Ben Laden dans son camp en Afghanistan. Ben Laden a joué son rôle à la perfection pour la dramaturgie fictive « faite pour la télévision, » connue sous le nom de 11/9.

Nous avons appris de sources du Renseignement italien que la prise en main d'agents d'Al-Qaïda par le Mossad ne se borne pas à la direction des équipes de « pirates » en Zonie et à Hambourg. Infiltrés en Syrie, d'autres coopérants arabes d'Al-Qaïda dirigés par le Mossad ont été arrêtés par les services secrets syriens. La Syrie n'a pas réussi à se les rallier pour les impliquer dans des opérations de renseignement au Liban. Jusqu'aux jours précédant le 11/9, des informations détaillées sur l'équipe de soutien de Ben Laden ont été fournies au régime Bush par Gutbi al-Mahdi, patron de Mukhabarat, le service de renseignement soudanais. Ces renseignements ont été rejetés par la Maison Blanche de Bush. Il a été rapporté plus tard que les membres du réseau de soutien soudanais d'Al-Qaïda n'étaient que des agents doubles du Mossad, qui avait aussi établi des contacts étroits avec le président yéménite Ali Abdullah Saleh et opéraient en Égypte, Arabie saoudite, et Érythrée, aussi bien qu'au Soudan. Le lien du Mossad à Al-Qaïda au Soudan était probablement connu du Mukhabarat soudanais ; une raison du rejet de ses informations sur Al-Qaïda par la Maison Blanche de Bush complètement inféodée au Mossad. Le Yémen a également identifié des membres d'Al-Qaïda qui sont aussi des agents du Mossad. Un ancien chef du Mossad nous a révélé en 2002 que des commandos du Mossad composés de natifs du Yémen « profondément engagés » avaient repéré Ben Laden dans la région de Hadramaout à l'est du Yémen après sa fuite de Tora Bora en Afghanistan, après l'invasion zonienne.

Le Renseignement français a établi que, se présentant comme des membres radicaux des Frères musulmans, d'autres natifs d'Égypte et du Yémen étaient des agents juifs du Mossad infiltrés à Sharjah dans les Émirats arabes unis. Pourtant, ces « Frères musulmans » étaient en réalité des agents impliqués dans la fourniture de financements israéliens secrets pour les activités d'Al-Qaïda. Le 21 février 2006, lors de la révocation du ministre des Finances Paul O'Neill par le président Bush, nous avons signalé la découverte de comptes d'Al-Qaïda douteux dans les Émirats arabes unis : « Des initiés des banques de Dubaï signalent qu'en mars 2002, Paul O'Neill, ministre des Finances zonien, s'est rendu à Dubaï et a demandé des documents sur un transfert de 109.500 dollars de Dubaï sur un compte collectif de la banque Sun Trust de Floride détenu par les pirates de Mohammed Atta et Marwan al Shehhi. O'Neill a aussi demandé aux autorités des Émirats de fermer les comptes utilisés par Al-Qaïda... Les Émirats arabes unis se sont plaints des exigences de O'Neill à l'administration Bush. La pression de O'Neill sur les Émirats et les Saoudiens a contribué à son éviction par Bush du poste de ministre des Finances. » En

décembre 2002, il se pourrait que O'Neill ait aussi trébuché sur des agents du Mossad « Frères musulmans » opérant dans les Émirats qui envoyaient des fonds à Al-Qaïda.

Après la débâcle de l'Union soviétique et la montée en puissance des Talibans en Afghanistan, le régent de Sharjah, le Sultan Ben Mohammed al-Qasimi, qui a survécu à une tentative de révolution de palais en 1987, a ouvert son domaine à des hommes d'affaires russes comme Viktor Bout, ainsi qu'à des bailleurs de fonds de groupes musulmans radicaux, incluant les Talibans et Al-Qaïda.

De plus, ce soutien israélien à Al-Qaïda était parfaitement connu du Renseignement saoudien, qui l'approuvait pour éviter de compromettre Riyad. Le soutien commun israélo-saoudien à Al-Qaïda était bien connu à Sharjah et dans le réseau aéronautique basé à Ras el Khaimah de Viktor Bout, désormais emprisonné à New York sur charges de terrorisme. La présence de Viktor Bout à New York, un foyer du Renseignement israélien contrôlant des procureurs fédéraux, des juges, ainsi que des organes de presse, n'est pas un hasard : Bout en sait suffisamment sur les activités à Sharjah de soutien du Mossad aux Talibans et à Al-Qaïda en Afghanistan, où Bout avait également des contrats d'aviation et de logistique, pour éventer le Mossad en tant que véritable cerveau derrière le 11/9. L'empire aéronautique de Bout se prolongeait aussi à Miami et Dallas, deux régions reliant plusieurs points du réseau du Mossad pour les opérations de contrôle des vols d'entraînement des membres d'Al-Qaïda de la cellule arabe dans le mois précédant le 11/9.

Le chemin de Bout a aussi croisé le réseau de soutien d'Al-Qaïda à cette même banque HSBC de Sharjah. Les Frères musulmans bidons, membres du Mossad d'Égypte et du Yémen, contrôlaient le financement d'Al-Qaïda à travers les comptes de HSBC à Sharjah. Dominik Suter du Mossad a également été impliqué avec HSBC en Zonie. Enquêtant sur Al-Qaïda, John O'Neill, patron du contre-terrorisme au FBI, a pris conscience des mécanismes de financement « exceptionnels » de cette organisation. Ce n'est pas par erreur si, la veille des attentats, O'Neill a obtenu le poste de directeur de la sécurité au World Trade Center. O'Neill a péri dans l'écroulement des tours. Le Mossad utilise un certain nombre de Juifs nés en pays arabes pour se faire passer pour des Arabes. Ils sont souvent porteurs de passeports volés dans des pays arabes ou européens avec de grandes populations d'immigrés arabes, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Danemark, Suède et Pays-Bas, en particulier.

Le succès de l'opération sous fausse bannière du 11/9 fut pour le Mossad un succès dépassant toute attente. Soutenue par le régime Blair, l'administration Bush a attaqué et occupé l'Irak, destitué Saddam Hussein, et la pression sur Israël a été détournée sur d'autres, notamment sur l'Iran, la Syrie, le Pakistan, le Hamas et le Hezbollah libanais. Les Israéliens ont également vu la Zonie, la Grande-Bretagne, et les Nations Unies commencer à sévir contre les entreprises diamantaires chiites libanaises en République démocratique du Congo et Afrique de l'Ouest, et par voie de conséquence, avec le soutien logistique fourni par les compagnies aéronautiques de Bout, cela a ouvert la voie à l'apparition de Tel-Aviv dans le marché du diamant libanais en Afrique centrale et occidentale.

Ministre israélien des Finances à l'époque, Benjamin Netanyahu a commenté les attentats du 11/9 à la télévision zonienne peu de temps après qu'ils se soient produits. Il s'est exclamé : « C'est très bon ! » Il apparaît maintenant que, dans sa fougue, en tant que cerveau du 11/9, Netanyahu a soulevé le voile du Mossad.

Wayne Madsen est un ancien officier de renseignement de la marine de guerre zonienne spécialisé dans la surveillance électronique et la sécurité. Anciennement assigné à l'Agence de sécurité nationale (NSA) et au ministère des Affaires étrangères. Actuellement, journaliste d'investigation, chroniqueur dans la presse nationale, et auteur. Administrateur de l'Electronic Privacy Information Center (EPIC), (une organisation dédiée à la protection des libertés individuelles) à Washington DC.

**Original :** [www.opinion-maker.org/2011/01/british-intelligence-reports/](http://www.opinion-maker.org/2011/01/british-intelligence-reports/)

Traduction copyleft de Pétrus Lombard

**NDLR :** Note de Petrus Lombard :

Wayne Madsen explique ce qui est apparu aux divers services de renseignement. Il s'agit seulement d'apparences, mais c'est très important à connaître.

Je dis qu'il s'agit d'apparences car aucun avion n'a été réellement détourné le 11 septembre 2001 -- ils sont passés on ne sait où, et j'ai même vu un article qui signalait que l'un d'eux était toujours en service -- et même Mohammed Atta, entre autres "pirates", semble toujours vivant d'après son père interviewé sur le Guardian [www.opinion-maker.org/2011/01/british-intelligence-reports/](http://www.opinion-maker.org/2011/01/british-intelligence-reports/)  
[http://www.propagandes.info/product\\_info.php/11-septembre-2001-le-mossad-juif-isralien-dirigeait-les-pirates-de-lair-de-lopration-terroriste-p-565](http://www.propagandes.info/product_info.php/11-septembre-2001-le-mossad-juif-isralien-dirigeait-les-pirates-de-lair-de-lopration-terroriste-p-565)

---

## 2 Comment camoufler la vérité.

### Le SRAS activé en mode exercice le 10 septembre [2001]

Brenton Greene, directeur du NCS le 11-Septembre, a expliqué à la Commission d'enquête sur le 11/9 que le 10 septembre, « le système SRAS a miraculeusement été activé en mode exercice et était par conséquent prêt à fonctionner le 11 septembre. » Et donc, quand le NCS a dû être utilisé pour aider le gouvernement à répondre aux attentats terroristes, le « SRAS était en mode exercice et opérationnel. »

Le SRAS est un composant du très secret plan de « Continuité de gouvernement » (COG), qui prévoit de donner les moyens au gouvernement de continuer de fonctionner en cas d'attaque contre les USA. L'implication du NCS dans le plan de la COG constituait l'une des trois principales missions de cette agence. Comme l'a expliqué Greene devant la Commission sur le 11/9, « les principaux systèmes de communication du pays doivent être préservés, sinon personne ne peut plus communiquer. »

Le SRAS fournit une « infrastructure permettant de poursuivre les opérations en offrant des liens pérennes de communication vers les utilisateurs des agences fédérales et de la Défense, par-dessus le réseau public, » explique la documentation du Department of Homeland Security (ministère de la Sécurité intérieure)

Parlant apparemment du SRAS, Green a déclaré devant la Commission sur le 11/9 : « Il y a un réseau séparé, reliant le National Coordinating Center aux principaux opérateurs téléphoniques et réseaux, et qui sert de secours. » (Le National Coordinating Center, à Arlington en Virginie, est l'arme opérationnelle » du NCS.) Ce système « a prouvé sa valeur comme réseau séparé le 11/9, car il a permis de coordonner l'usage du réseau entre les [différents] centres du NSC alors que les [autres] canaux de télécommunication étaient saturés. » De plus, parlant apparemment toujours du SRAS, Green a déclaré : « dans une situation où la Continuité de gouvernement est activée, — comme ce fut le cas le 11-Septembre—« il existe un système de communication dans lequel personne ne peut tracer les deux sites participant à l'appel »

#### Le NCS était-il impliqué dans un exercice d'entraînement le 11-Septembre ?

Apparemment, Greene n'a pas indiqué à la Commission sur le 11/9 pourquoi le SRAS avait été activé en « mode exercice » le 10 septembre. Mais une explication possible, qui mérite d'être creusée, serait que le NCS avait prévu de prendre part à un exercice d'entraînement le 11 septembre. Nous savons que le NCS faisait partie, en 2001, du Département de la Défense. Et on sait que de nombreuses agences militaires US ont participé à des exercices le matin du 11/9. Par exemple, le NORAD (North American Aerospace Defense Command) conduisit son entraînement annuel "Vigilant Guardian", et le Stratcom (United States Strategic Command) tenait son exercice annuel « Global Guardian ». Est-il possible que le NCS ait pris part à l'un de ces deux exercices, ou à un autre encore ?

De surcroît, il est intéressant de noter qu'à 8 heures du matin le 11 septembre 2001, des responsables de la CIA organisèrent un briefing au NCS, « dans un bâtiment sécurisé et situé en dehors de Washington DC » où il débattirent de la menace que représentait le terrorisme international pour les structures de télécommunications des États-Unis. Outre Brenton Greene, cette réunion vit la participation de représentants de 7 autres agences fédérales et de plus de 40 sociétés [des domaines] des communications et de la technologie. Les représentants du secteur privé étaient tous des « responsables haut placés dans ces compagnies, et possédaient tous les niveaux d'habilitations gouvernementales (security clearances) leur garantissant l'accès aux données les plus sensibles du Renseignement concernant les menaces visant les infrastructures de télécommunication de la nation, d'après le journaliste et écrivain Dan Verton. Les sujets discutés pendant cette réunion incluaient la montée des menaces terroristes vis-à-vis des infrastructures de télécommunication, les capacités de guerre de l'information de pays étrangers, et la possibilité d'une cyber-attaque stratégique visant certaines infrastructures critiques aux USA commise par un autre pays ou un groupe terroriste.

Compte tenu du fait que le Special Routing Arrangement Service (SRAS) du NCS a été mis en « mode exercice » la veille, et vu les sujets abordés, est-il envisageable que ce briefing ait constitué l'introduction à un exercice d'entraînement, peut-être pour préparer les participants à un scénario basé sur une simulation d'attaque contre le réseau de télécommunications ?

#### La Continuité du gouvernement a été activée pour la première fois le 11-Septembre.

La Continuité du gouvernement (COG) est un programme datant de la Guerre froide, qui vise à s'assurer que le gouvernement continuera de fonctionner dans le cas d'une attaque contre les États-Unis. Pendant les années 80, il préparait une [éventuelle] attaque nucléaire par l'Union soviétique, mais au cours des années 90, il a évolué et s'est focalisé sur une possible attaque terroriste aux USA.

Étant donné que le SRAS est utilisé par la COG « pour maintenir des liens pérennes de communication vers les utilisateurs des agences fédérales et de la Défense, » il est à noter que des méthodes sophistiquées de communication ont joué un rôle important lors du programme de COG. Dans les années 80, par exemple, la majeure partie des centaines de millions de dollars de son budget « était dépensée en équipements de communication évolués afin de garantir aux équipes [impliquées dans la COG] la possibilité d'avoir des conversations sécurisées avec les [responsables du] Commandement militaire, » d'après le journaliste et écrivain James Mann.

De plus, trois des principaux acteurs de ce programme des années 80 et 90 occupaient des positions clés du gouvernement

US au moment du 11-Septembre. Ces personnes – Dick Cheney, Donald Rumsfeld, Richard Clarke – étaient respectivement Vice-Président, ministre de la Défense, et Conseiller de la Maison-Blanche pour l'antiterrorisme, lorsque les attentats ont eu lieu. David Addington, le conseiller juridique de Cheney en 2001, était aussi impliqué dans le programme de COG.

Il faut aussi noter que le plan de COG fut mis en œuvre, apparemment pour la première fois, pendant les attaques du 11/9. Richard Clarke a dit avoir donné l'ordre de l'activer, semble-t-il vers 9h45 le 11 septembre, ou tout juste après. Il a indiqué sur ABC News que « le matin du 11/9, l'ensemble du programme de Continuité de gouvernement fut mis en œuvre. Toutes les agences fédérales ont reçu l'ordre... d'activer un poste de commandement alternatif, un siège alternatif en dehors de Washington DC, et d'y envoyer leurs équipes de direction le plus vite possible. »

Étant donné que le SRAS sert de support au programme de COG, ce fut extrêmement « commode » disons-le comme cela, qu'il ait été opérationnel le 11-Septembre et donc prêt à être utilisé immédiatement par les personnes impliquées dans la COG lorsque ce plan fut mis en œuvre.

Le rôle crucial du NCS lors des attentats du 11/9

Le National Communications System, qui est responsable du Special Routing Arrangement Service, est une agence relativement petite qui fut créée en 1963, dans le but de fournir de meilleurs moyens de communication aux fonctions essentielles du gouvernement pendant les situations d'urgence. Au moment des attentats de 2001, il était constitué de 22 [sous-]agences, 100 employés civils à plein temps, et 10 employés militaires.

Le NCS a joué un rôle crucial lors des attentats du 11-Septembre, quand les dommages causés par ces attaques devinrent ce que Brenton Greene a appelé « le plus gros challenge que le NCS ait jamais affronté. » En partenariat avec des sociétés privées, [le NCS] a rapidement mis sur pied un ensemble sans précédent de ressources aux niveaux national, fédéral, et local, afin d'aider à la réaction et aux réparations. »

Il est probable que cette aide d'urgence de la part du NCS a été facilitée par le fait que le SRAS était déjà opérationnel lorsque les attaques se sont produites. Comme mentionné ci-dessus, le SRAS est lié aux plans de Continuité de gouvernement. En réaction aux attentats, le Centre national de commandement du NCS a notamment opéré depuis 4 sites différents qui constituaient une « continuité de centre d'opérations à distance. » Et Green a indiqué qu'il s'était rendu dans son « site de Continuité du gouvernement », où le personnel surveille 24 heures sur 24 l'état du réseau de télécommunications, et coordonne les priorités et les réparations [éventuelles].

**Les agences gouvernementales ont connu des problèmes de communication le 11-Septembre.**

On sait tellement peu de choses à propos du National Communications System et du Special Routing Arrangement Service, ainsi que sur leur rôle joué le 11-Septembre, que nombre de questions cruciales restent sans réponses. Par exemple, quels services ont été rendus possibles par le SRAS ? Et comment ont-ils été utilisés le 11-Septembre, avant, pendant, et après les attaques ? Pourquoi le SRAS a-t-il été activé en mode exercice la veille du 11-Septembre ?

Il est de plus en plus urgent d'investiguer sur les rôles du NCS et du SRAS au vu du fait que les difficultés de communication ont constitué un important problème pour les agences gouvernementales dans leur réponse aux attentats du 11-Septembre. D'ailleurs, un rapport classifié établissant un bilan « ne donne pas une image favorable des capacités globales de gestion de la crise de la part du gouvernement, » selon Dan Verton. Un officiel du gouvernement a déclaré que « la nation avait été 'sourde', 'aveugle' et 'muette' pendant quasiment toute cette horrible journée de septembre. »

*Shoestring*

<http://11septembre2001.blogspot.com/>

---

### 3 Délits d'initiés boursiers.

11-Septembre : Larry Silverstein pensait déjà à son assurance le jour même des attentats.

Quelle sorte d'homme faut-il être pour téléphoner à ses avocats et mettre en place la stratégie juridique pour récupérer le plus possible de milliards de dollars des assureurs alors que les Tours viennent tout juste de s'effondrer et que les secouristes et les pompiers cherchent à s'approcher des ruines qui brûlent encore au milieu d'un chaos humain indescriptible ? Même si certains détails n'apportent pas réellement de preuves pour ou contre telle ou telle version, ils éclairent d'une lumière toute particulière l'un des principaux protagonistes de cette journée du 11 septembre 2001 : Larry Silverstein, le propriétaire depuis peu du bail du World Trade Center.

Il est bien connu que le bailleur du World Trade Center, Larry Silverstein, a tenté de faire valoir que les attentats du 11-Septembre contre New York constituaient deux événements distincts, lui donnant ainsi droit à un double remboursement par les compagnies d'assurance. Mais une nouvelle entrée [sur le site Web de] la [Chronologie complète du 11-9 \(Complete 9/11 Timeline\)](#) révèle un élément moins connu : *Silverstein pensait déjà au moyen d'obtenir ce double paiement le soir même du 11/9.*

12 Septembre 2001 : Le bailleur du WTC veut déjà un double remboursement pour les attaques et pour la reconstruction

[Extrait de 'Complete 9/11 Timeline,' le site de Paul Thompson](#)

Le promoteur Larry Silverstein, qui a récemment repris le bail du World Trade Center<sup>1</sup>, a déclaré au journaliste Steven Brill qu'il avait été tellement écoeuré par les destructions survenues le 11/9, et par la mort de quatre de ses employés dans le WTC, qu'il ne s'était penché sur les aspects financiers ou d'assurance que "peut-être deux semaines plus tard".

Mais, selon deux personnes qui l'ont appelé ce matin-là pour lui témoigner de leur sympathie, Silverstein a rapidement changé de sujet : "Il avait parlé à ses avocats... et il avait une stratégie juridique bien ficelée. Ils allaient montrer, " avait déclaré Silverstein à l'un des interlocuteurs "que d'après les dispositions spécifiées par ses polices d'assurance, les deux

avons qui s'étaient écrasés contre les Tours Jumelles constituait 'deux occurrences' différentes, et ne faisaient pas partie du même événement. Cela lui donnerait plus de 7 milliards de \$ pour reconstruire, au lieu des 3,55 milliards de \$ que le contrat d'assurance stipulait comme le montant maximum pour une 'occurrence'. Et reconstruire était justement ce qu'il allait faire, " avait-il juré.

En milieu de matinée, il avait appelé son architecte, David Childs, et lui avait donné l'ordre de commencer à esquisser des plans pour un nouvel immeuble. Il avait demandé à Childs de planifier la construction d'exactly la même superficie de bureau que celle détruite.

En fait, les avocats de Silverstein affirmèrent que le promoteur les avait questionnés au téléphone le soir du 11-Septembre, leur demandant "si son contrat d'assurance pouvait être lu de telle manière que les attaques soient vues comme deux événements séparés pouvant être assurés, plutôt qu'un seul."<sup>2</sup>

Pourtant, Jerome Hauer, ancien directeur du Bureau de gestion des urgences de New York, était allé au bureau de Silverstein le 11/9, et avait affirmé par la suite que la préoccupation première de Silverstein ce jour-là était ses employés, et de savoir s'ils étaient sortis du WTC. "Larry était totalement anéanti," avait-il déclaré.<sup>3</sup>

Après une longue bataille juridique, Silverstein recevra finalement 4,55 milliards de \$ de remboursement d'assurance pour la destruction du WTC. (Voir 23 mai 2007).<sup>4</sup>

Source : <http://www.cooperativeresearch.org/context.jsp?item=a091201doubleinsurance&scale=0>

#### Notes :

Voir Complete 9/11 Timeline : 24 juillet 2001

[Brill, 2003, pp. 18-19 et 39-40 ; Real Deal, 1/2004]

[Weiss, 2003, pp. 374]

[New York Post, 24/5/2007]

28 janvier, 2011 by GeantVert

Traduction Fyoul pour ReOpenNews

---

## 4 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

### 4-1 Les Etats-Unis coopéraient avec le réseau Al-Qaïda, en Irak.

Un écrivain britannique a révélé, dans son livre, "L'histoire du monde, depuis 9/11", que les Etats-Unis avaient mis, quelques jours après la chute de Saddam, le plus grand dépôt d'armements du monde, en Irak, à la disposition du réseau Al-Qaïda. Ce livre, qui sortira bientôt, se penche sur l'histoire du monde, depuis le 11 septembre 2001

Toujours, selon cet écrivain britannique, les Américains ont eu une attitude irresponsable, en Irak, car ils ont eu, dans de nombreux cas, une coopération étroite avec le réseau terroriste Al-Qaïda.

11/01

<http://www.almanar.com.lb>

---

### 4-2 John Pilger : Pourquoi les guerres ne sont-elles pas rapportées honnêtement ?

#### Droits et devoirs des journalistes.

John Pilger est cette figure du journalisme d'investigation anglo-saxon, activiste anti-guerre et défenseur des droits humains, qui s'était exprimé le 23 octobre 2010 à Londres sur le probable "laisser-faire" (ce qui s'appelle la théorie LIHOP, pour *Let It Happen On Purpose*) de l'administration Bush lors des attentats du 11-Septembre.

Cette prise de position était passée totalement inaperçue en France.

Dans cet article publié dans le journal britannique *The Guardian*, M. Pilger revient à la charge contre le journalisme "de complaisance", celui qui ne remplit pas son rôle d'information du public et se limite à relayer les informations venant des autorités plutôt que de rapporter la réalité du terrain. Il part de l'exemple de l'Irak et du journalisme de guerre qui y a eu cours, et étend son analyse au journalisme "au service des lobbies" et des gouvernants, injustifiable à ses yeux.

Pour illustrer ses propos, nous avons choisi de les associer à ceux tenus par Ray McGovern, auteur avec d'autres ex-agents de la CIA d'une lettre de soutien au fondateur de Wikileaks, Julian Assange. Lui aussi, lors d'une interview par un journaliste de CNN (!) fustige ces journalistes transformés en porte-parole des gouvernants, qui de surcroît se permettent de qualifier Assange de "terroriste". !!!

#### Pourquoi les guerres ne sont-elles pas rapportées honnêtement?

Le public doit connaître la vérité sur les guerres.

Alors pourquoi les journalistes s'associent-ils avec les gouvernements pour nous mystifier ?

Dans le manuel de l'armée US portant sur la contre-insurrection, le Général américain commandant [les Forces de l'OTAN en Afghanistan] David Petraeus décrit la guerre en Afghanistan comme une « *guerre de perception... conduite en utilisant en permanence les médias d'information.* » Ce qui importe réellement n'est pas vraiment la bataille au jour le jour contre les Talibans, mais la façon dont cette aventure est vendue aux États-Unis où « *les médias influencent directement l'attitude de pans entiers de l'audience* ». En lisant cela, je me suis souvenu du Général vénézuélien qui dirigea un coup d'État contre le gouvernement démocratique de 2002. « *Nous avons une arme secrète* », se vanta-t-il. « *Nous avons les médias, en particulier la télévision. Il faut avoir les médias.* »



Jamais les officiels n'ont dépensé autant d'énergie pour s'assurer que les journalistes soient bien de connivence avec les rapaces faiseurs de guerres, un phénomène dorénavant perpétuel selon le Général grand ami des médias. En se faisant l'écho des chefs de guerre les plus prolixes, comme Dick Cheney, l'ancien vice-président américain, chantre du « *waterboarding* » [Ndt : torture par simulation de noyade], et qui présagea « *50 ans de guerre* », ils contribuent à une situation de conflit permanent qui dépend grandement de la mise à l'écart d'un ennemi dont ils n'osent dire le nom : le public.

Au centre de guerre psychologique du Ministère de la Défense à Chicksands, dans le Bedfordshire, les chargés de formation pour journalistes se démènent à la tâche, plongés dans un jargon fait de « domination informationnelle », « menace asymétrique » ou « cyber-menace ». Ils partagent leurs locaux avec le personnel enseignant les méthodes d'interrogatoires qui ont conduit à une enquête publique concernant la pratique de la torture par les militaires britanniques en Irak. La désinformation et la barbarie des guerres coloniales ont beaucoup de choses en commun.

Bien entendu, seul le jargon est nouveau. Dans la scène d'ouverture de mon film, *The War You Don't See*, il y a une référence à une conversation privée pré-Wikileaks datant de décembre 1917 entre David Lloyd George, premier ministre britannique durant une grande partie de la Première Guerre mondiale, et CP Scott, éditeur du Manchester Guardian. « *Si les gens connaissaient vraiment la vérité, dit le premier ministre, la guerre serait stoppée demain. Mais bien entendu, ils ne savent pas, et ne peuvent pas savoir.* »

A la suite de la « der des ders », Edward Bernays, un confident du président Woodrow Wilson, inventa le terme de « Relations Publiques » comme euphémisme pour [désigner la] propagande « *qui était devenu un terme péjoratif en raison de la guerre.* » Dans son livre *Propaganda* (1928), Bernays décrit les RP comme « *un gouvernement invisible qui constitue le vrai pouvoir dirigeant de notre pays* » et ce grâce à « *l'intelligente manipulation des masses* ». Ceci fut mis en place par la création de « fausses réalités », relayées ensuite par les médias. (Un des premiers succès de Bernays fut de parvenir à persuader les femmes de fumer en public. En associant l'acte de fumer et la « libération » de la femme, il fit les gros titres faisant l'éloge des cigarettes décrites comme « des torches de la liberté »).

J'ai commencé à comprendre ceci alors que j'étais jeune journaliste pendant la guerre américaine au Vietnam. Durant ma première affectation, j'ai vu le résultat du bombardement de deux villages et l'usage du Napalm B qui continue de brûler sous la peau ; beaucoup de victimes étaient des enfants; les arbres étaient ornés de morceaux de corps humains. Les regrets du type « ces tragédies sont inhérentes à la guerre » n'expliquent pas pourquoi virtuellement toute la population du sud Vietnam était mise en danger par des Forces se déclarant « alliées », c'est-à-dire les États-Unis. Des termes de RP comme « pacification » et « dommages collatéraux » sont devenus monnaie courante. Presque aucun journaliste n'utilise le mot « invasion ». [Les expressions] « intervention », et plus tard « bourbier » sont devenues parties intégrantes du vocabulaire utilisé par les journalistes, qui percevaient la mort de civils comme des erreurs tragiques et ne remettaient que rarement en cause les bonnes intentions de l'envahisseur.

A Saïgon, sur les murs des bureaux des organisations de presse américaines étaient souvent affichées des photographies horribles qui n'étaient jamais publiées et rarement relayées, car on disait qu'elles donneraient un côté « sensationnaliste » à la guerre en mettant en colère les lecteurs et les spectateurs, et qu'elles n'étaient donc pas « objectives ». Le massacre de My Lai en 1968 ne fut rapporté que par un journaliste indépendant, Seymour Hersh, alors que de nombreux journalistes étaient au courant (ainsi que de bien d'autres atrocités). La couverture de Newsweek titrait « Une tragédie américaine », insinuant que les envahisseurs étaient les victimes: un thème déculpabilisant qui fut repris par Hollywood dans des films comme « Voyage au Bout de l'Enfer » ou Platoon. La guerre était imparfaite et tragique, mais la cause était essentiellement noble. De plus, elle fut « perdue » en raison de l'irresponsabilité de médias hostiles et non censurés.

Bien qu'à l'opposé de la vérité, ces fausses réalités sont devenues les « leçons » apprises par les faiseurs de guerres d'aujourd'hui et par la majorité des médias. À la suite du Vietnam, les journalistes « embarqués » (embedded reporters) sont devenus des pièces centrales des politiques de guerre, et ce, des deux côtés de l'Atlantique. A quelques honorables exceptions près, cela a fonctionné, en particulier aux USA. En mars 2003, près de 700 journalistes embarqués ainsi que des équipes de cameramen ont accompagné les forces d'invasion en Irak. A voir leurs reportages enthousiastes, on aurait pu s'imaginer que l'Europe était de nouveau libérée. Les Irakiens sont juste de fugaces et lointains seconds rôles; mais John Wayne est de retour.

L'apothéose fut l'entrée victorieuse à Bagdad, et les images de la télévision montrant la foule acclamant la chute d'une statue de Saddam Hussein. Derrière cette façade, une équipe d'opération psychologique américaine a réussi à manipuler ce qu'un rapport de l'armée US, méconnu, décrit comme un « *cirque médiatique avec presque autant de journalistes que d'Irakiens* ». Rageh Omaar, qui était présent pour la BBC, rapporta cette information : « *les gens sont sortis en souhaitant la bienvenue [aux Américains], et en faisant le V de la Victoire. Ce genre de scène a lieu partout dans la capitale irakienne* ». En fait, dans la majeure partie de l'Irak, la conquête et la destruction sanglante d'une société tout entière avaient bien lieu, mais furent largement ignorées.

Dans « *The War You Don't See* », Omar parle avec une franchise admirable : « *je n'ai pas vraiment fait mon travail correctement, dit-il. Je fais mon mea culpa et dois avouer que nous n'avons pas suffisamment appuyé là où cela faisait mal* ». Il décrit la façon dont la propagande militaire britannique a manipulé avec succès la couverture médiatique de la chute de Basra, chute qui fut annoncée '17 fois' par BBC News 24. « *Cette couverture, dit-il, fut une chambre d'écho géante.* »

La souffrance intense des Irakiens lors de l'assaut n'avait que peu de place dans les journaux. Andrew Marr, alors éditorialiste politique à la BBC, se trouvait près du 10 Downing Street la nuit de l'invasion, et déclara : « *[Tony Blair] a dit que nous serions capables de prendre Bagdad sans bain de sang, et qu'à la fin, les Irakiens célèbreraient l'événement, et sur ces deux points, il s'est avéré qu'il avait parfaitement raison...* ». J'ai demandé une interview à Marr, mais n'ai reçu aucune réponse.

D'après des études réalisées par l'Université de Galles de Cardiff et par Media Tenor, il apparaît que la couverture de la guerre par la BBC reflétait presque exclusivement la ligne du gouvernement, et que les reportages témoignant de la souffrance des civils étaient relégués au second plan. Media Tenor place la BBC et la chaîne américaine CBS tout en bas d'un

classement concernant le temps alloué aux opposants à l'invasion parmi les télévisions occidentales. « *Je suis tout à fait ouvert sur le fait que l'on nous accuse d'avoir été mystifiés* » déclarait [Jeremy Paxman](#) l'année dernière, parlant à un groupe d'étudiants au sujet de la non-existence des armes de destruction massive irakiennes. « *Nous l'avons clairement été [mystifiés]* ». En tant que personnalité médiatique grassement rémunérée, il oublie cependant de préciser pourquoi il fut mystifié.

Dan Rather, qui fut le présentateur du journal de CBS pendant 24 ans, fut moins réticent. « *La peur était présente dans chaque salle de rédaction américaine, m'avoua-t-il, la peur de perdre son travail... la peur de se voir cataloguer comme non-patriote ou autre* ». Rather explique que la guerre les a « transformés en sténographe » et que si les journalistes avaient enquêté sur les mensonges qui ont amené à la guerre en Irak, au lieu de les amplifier, l'invasion n'aurait pas eu lieu. C'est une opinion partagée par nombre de grands journalistes américains que j'ai interviewés.

En Grande-Bretagne, David Rose, dont l'article paru dans *The Observer* joua un rôle majeur dans l'établissement d'un lien, en vérité inexistant, entre Saddam Hussein, al-Qaïda et le 11-Septembre, m'a accordé une interview courageuse dans laquelle il dit : « *C'est inexcusable... Ce qui s'est produit [en Irak] est un crime, un crime d'une très grande ampleur...* »

« *Est-ce que cela fait des journalistes des complices ?* » lui ai-je alors demandé.

« *Oui... involontairement peut-être, mais oui* ».

Quelle est la valeur d'un tel témoignage de journaliste? La réponse est fournie par le grand journaliste [James Cameron](#), dont le documentaire courageux et révélateur, réalisé avec Malcom Aid au sujet des bombardements de civils au nord Vietnam fut interdit par la BBC. « *Si nous, qui sommes censés trouver ce que manigance ces salauds (sic), ne rapportons pas ce que nous trouvons, si nous ne prenons pas la parole, alors qui va stopper cette entreprise sanglante qui frappe à nouveau ?* »

Cameron ne pouvait pas imaginer un phénomène moderne comme celui de [Wikileaks](#), mais il l'aurait sûrement approuvé. Derrière l'avalanche actuelle de documents officiels, en particulier ceux décrivant les machinations secrètes ayant conduit à la guerre – comme l'obsession américaine envers l'Iran –, l'échec du journalisme est rarement souligné. Et peut-être que la raison pour laquelle Julian Assange semble provoquer tellement d'hostilité parmi les journalistes au service de différents « lobbies », ceux que le porte-parole de George Bush a qualifiés une fois de « facilitateurs complices », est que Wikileaks et ses révélations les remplissent de honte. Pourquoi le public a-t-il dû attendre Wikileaks pour savoir comment les grandes puissances agissent vraiment ? Comme le montre la fuite (*leaked*) d'un document de 2000 pages du Ministère de la Défense, les journalistes les plus compétents ne sont pas qualifiés d'« embarqués » ou d'« embrigadables » par le pouvoir, mais de « menace ». C'est en fait la menace de la vraie démocratie, dont la « monnaie est », selon Thomas Jefferson, « la libre circulation de l'information ».

Dans mon film, je demande à Assange de quelle manière il opère vis-à-vis des lois draconiennes concernant le secret pour lesquelles la Grande-Bretagne est célèbre. « *En fait, dit-il, lorsque l'on regarde les documents du Official Secrets Act, il est écrit que c'est une offense de ne pas diffuser une information, et que c'est aussi une offense de détruire une information, la seule issue possible est donc pour nous de publier l'information* ». C'est une époque formidable.

[John Pilger \(www.johnpilger.com\)](#)

En lien avec cet article :

- 11-Septembre : le « laisser-faire » est « le plus plausible » pour John Pilger | [Taike Eilee, AgoraVox](#) | 19 nov. 2010
- Un ancien officier du Pentagone dévoile le rôle clé de Zelikow dans le camouflage de la vérité du 11/9 | [AlterInfo](#) | 18 octobre
- Des arguments supplémentaires plaident pour une nouvelle enquête sur le 11-Septembre | [Jon Gold, sur OpedNews](#) | 27 oct.
- La chaîne américaine Fox News évoque une opération de dissimulation pour le 11-Septembre | [Catherine Herridge, sur Fox News](#) | 6 oct.
- Le 11-Septembre, mère de toutes les coïncidences ? | [Eric Margolis sur son Blog](#) | 23 sept
- Robert Fisk: Le fléau que les Américains laissent derrière eux en Irak | [Robert Fisk, The Sunday Independent](#) | 15 sept.
- Les Avocates du 11 Septembre : Lettre 3/12 | [ReOpenNews](#) | 31 août *Quatre kamikazes du 11-Septembre avaient été identifiés un an avant les attentats* | [Eric Leser dans Le Monde](#), 11 août 2005, repris sur [Spyworld Actu](#) le 23 août 2007.
- *Attentats du 11 septembre 2001 : la version officielle est un mythe* | [Pascal Sacre dans Le Grand Soir](#) | 24 mai 2010

Et aussi les dossier suivants :

- [Plus de 100 Hauts fonctionnaires et Politiciens remettent en cause le rapport de la Commission sur le 11 septembre](#) | Traduction en français du site Patriots Question 9/11.
- [Une "attaque-surprise" ... pas si surprise que ça](#) | Article "les Points-Clés du 11 Septembre" par Christo, le 3 septembre 2009.

[John Pilger \(www.johnpilger.com\)](#)

*The Guardian*, 10 décembre 2010

05 janvier, 2011 by GeantVert

Traduction Anthony Spaggiari pour [ReOpenNews](#)

<http://www.reopen911.info/News/2011/01/05/john-pilger-droits-et-devoirs-des-journalistes-pourquoi-les-guerres-ne-sont-elles-pas-rapportees-honnetement/>

---

## 5 Dossier & Point de vue

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

### 5-1 Christo : L'effondrement magique de la tour WTC7.

7 heures après les tours jumelles, une troisième tour haute de 47 étages, le WTC7, s'est effondrée sur elle-même en à peine 7 secondes.

Sans raison apparente puisqu'aucun avion ne l'avait percutée. Chose étrange, la BBC et CNN annonçaient son effondrement ... avant même qu'il ne survienne !

La Commission d'enquête a passé le cas sous silence.

En attendant la publication prochaine de cet article point-clé, nous vous invitons à regarder les images de la chute du WTC7 provenant du JT de CBS News du 11 septembre 2001 vers 17h30 (heure locale), soit environ 10 minutes après l'effondrement effectif de la tour :

Posté par Christo le 24/08/2010

Lien pour visionner le vidéo: [http://www.dailymotion.com/video/xeh3uk\\_11-septembre-chute-du-wtc7-sur-cbs\\_tech#from=embed](http://www.dailymotion.com/video/xeh3uk_11-septembre-chute-du-wtc7-sur-cbs_tech#from=embed)

**Traduction des commentaires du journaliste de CBS News Dan Rather :** "*Stupéfiant, incroyable, les mots me manquent. Pour la troisième fois aujourd'hui, ces images nous rappellent ce que nous avons tous déjà si souvent vues à la télévision, lorsqu'un immeuble est délibérément détruit par des charges de dynamite posées judicieusement pour le faire tomber.*"

Le WTC7 était situé à 100 m de la Tour Jumelle la plus proche (la Tour n°1 également appelée Tour Nord).

Il s'est effondré sur lui-même de façon symétrique et régulière et à une vitesse proche de la chute libre [1] (ce qui signifie qu'une boule de billard jetée du toit du gratte-ciel aurait mis à peine moins de temps ou serait tombée à peine plus rapidement). Les autres bâtiments situés à pareille distance des Tours Jumelles (tels le bâtiment Verizon et l'US Post Office) n'ont quant à eux subi que des dommages superficiels (à noter que le WTC6 qui lui était situé au pied de la Tour Nord fut sérieusement endommagé mais il n'a pas imposé sur lui-même) .

Selon l'explication officielle, l'effondrement de cette tour - haute de 186 mètres et de 47 étages - serait dû à des incendies provoqués par la chute des tours jumelles.

Il s'agit là du troisième bâtiment à structures d'acier de l'histoire à s'effondrer de la sorte à cause d'incendies ... les deux premiers étant ... les Tours Jumelles.

[1] Le WTC7 s'est effondré en 6,5 secondes. Les spécialistes du NIST, l'agence gouvernementale chargée de l'enquête sur les effondrements du World Trade Center, ont dû admettre que l'effondrement fut celle d'une accélération en chute libre sur les 2,25 premières secondes de la chute, suite aux remarques et aux questions simples de 2 physiciens.

Voir la vidéo "[L'effondrement en chute libre du WTC7 est désormais officiel](http://www.reopen911.info/11-septembre/l-effondrement-magique-de-la-tour-WTC7/#article)".

<http://www.reopen911.info/11-septembre/l-effondrement-magique-de-la-tour-WTC7/#article>

---

## 6 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

### 6-1 Eli Rika : Appel de Kevin Bracken pour une enquête sur le 11-Septembre.

Kevin Bracken, l'un des ténors syndicalistes australiens, a fait sensation à l'automne dernier en remettant publiquement en cause la théorie officielle du complot (aussi appelée "version officielle") du 11-Septembre.

Sa contestation au sujet du 11/9 n'est pas nouvelle, comme vous le lirez plus bas, mais cette prise de position tranchée a eu lieu sur une radio publique et elle s'appuie sur le travail et les découvertes exposées par l'architecte Richard Gage, le fondateur de l'association des Architectes et ingénieurs pour la vérité sur le 11/9. Autant dire que les arguments scientifiques avancés par ce syndicaliste se basent sur des références solides.

De plus, et c'est bien ce qui est le plus gênant pour les autorités, lorsque K.Bracken s'exprime, "*ce sont 400.000 travailleurs voire plusieurs millions qui prêtent l'oreille*".

Alors évidemment les réactions indignées et la pression politique n'ont pas tardé, et cette sortie a même suscité des remous jusqu'aux plus hauts niveaux de l'État, puisque Madame la Première ministre a dû s'exprimer sur le sujet. Pourtant, malgré la pression politique et médiatique qu'il a subie, Bracken, fort du soutien explicite de milliers de citoyens australiens, continue de demander officiellement l'établissement d'une nouvelle enquête, sérieuse cette fois, sur ces attentats du 11 septembre 2001.

A quand un tel appel d'un syndicaliste en France ?

**Eli Rika : Les fruits du labeur : L'appel d'un responsable syndical australien pour une enquête sur le 11 septembre est entendu aux USA**

Kevin Bracken résiste à l'oppression politique et médiatique concernant le 11 Septembre.

Le 20 octobre [2010], Kevin Bracken, le président de la confédération syndicale de la région de Victoria [Victorian Trades Hall Council] et secrétaire du syndicat australien des marins [Maritime union], a déclenché une controverse aux antipodes lorsqu'il a questionné publiquement les rapports officiels sur la destruction des trois tours du World Trade Center (WTC). Son échange impromptu avec Jon Faine, animateur d'un *talk-show* sur la radio publique *Australian Broadcasting Corporation* (ABC), a tellement suscité d'attention que des leaders du parlement australien et la Première ministre elle-même se sont exprimés à ce sujet. Ils ignoraient sans doute que cet événement inattendu découlait du travail de Richard Gage, membre de l'Institut américain des architectes (American Institute of Architects, AIA), et supporter du mouvement Architectes et ingénieurs pour la vérité sur le 11 septembre [Architects & Engineers for 9/11 Truth, AE911Truth], qui a rencontré Bracken suite à son discours historique à la conférence LaborTech 2010, le 11 décembre à San Francisco. Bracken avait exprimé une première fois son scepticisme quant à la version officielle du 11 Septembre dans le journal *The Australian* en 2006. En 2008, il convainquit sa confédération syndicale, qui représente plus de 400.000 travailleurs, de voter une résolution demandant une nouvelle enquête sur les attaques du 11 Septembre.

Ce n'est qu'à l'automne 2009 que Bracken a eu une meilleure connaissance des éléments de preuve d'une démolition contrôlée des Tours. Lors de sa série de conférences en Australie "*Hard Evidence Down Under*" Tour, Gage s'est exprimé dans les locaux de la confédération syndicale à Melbourne, et a pu discuter avec Kevin Bracken et d'autres responsables. "*Gage nous a parlé des éléments scientifiques,*" a expliqué Bracken à Alex Jones, "*et c'est très convaincant.*"

S'appuyant sur les recherches et les analyses de l'association AE911Truth, Bracken a décidé de prendre la voie des ondes en participant en octobre [2010] au *talk-show* de Jon Faine sur ABC.

"*La version officielle est une théorie du complot qui ne résiste pas à un examen scientifique,*" a déclaré Bracken. "*Le kérosène [en brûlant] ne devient jamais assez chaud pour faire fondre de l'acier, et aucun bâtiment avec une armature en acier ne s'est effondré du fait d'un incendie, sauf le 11 Septembre.*"

Faine répondit en dénigrant les preuves scientifiques, parlant de « *théorie de timbré* » ("nutter theory") et en déclarant que remettre en question la version officielle était une vision extrémiste.<sup>[1]</sup>

Les rapports de ces échanges houleux se multiplièrent dans les médias australiens et, moins de 24 heures après, la nouvelle Première ministre Julia Gillard dut prendre position lorsque le parlementaire Josh Frydenberg lui demanda quelles seraient les sanctions contre Bracken. Elle qualifia ses propos de "*stupides et faux.*" Malheureusement, aucun des deux ne prit la peine de discuter des preuves démontrant que les trois tours du WTC ont été démolies à l'aide d'explosifs.

Malgré la pression politique, Bracken contacta Jon Faine le lendemain pour un droit de réponse. Face aux essais répétés de Faine de le ridiculiser, Bracken resta ferme sur ses positions et proposa un débat.

"*Malheureusement, des couards comme vous ont fixé l'agenda politique dans ce pays depuis trop longtemps,*" a déclaré Bracken. "*Je ne vais pas me laisser rabaïsser par des intimidateurs...*"

Au milieu de cette frénésie médiatique, le conseil confédéral soutint son président et résista aux demandes de sanctions. Même si Brian Boyd, le secrétaire du conseil, n'était pas d'accord avec les remarques de Bracken, il déclara à Faine que Bracken "*était libre d'exprimer son opinion*" et qu'il n'avait pas de doute quant à sa crédibilité et au bien-fondé de son jugement,

Le public a réagi très positivement. "*J'ai été submergé de messages me félicitant d'avoir pris position,*" a déclaré Bracken. Un sondage informel du site Internet du journal australien *Herald Sun* va dans le même sens, avec 76% des répondants qui considèrent les propos de Bracken comme raisonnables.

Le buzz créé en Australie a rapidement atteint les USA, notamment les responsables syndicaux qui avaient déjà fait des demandes de nouvelle enquête. Les organisateurs de LaborTech, une conférence annuelle qui réunit aux USA des activistes syndicaux et des secteurs de la vidéo, de l'informatique et des médias, contactèrent Bracken et l'invitèrent à leur réunion à San Francisco pour discuter de ce sujet.

"*Chaque fois que quelqu'un rejoint le Mouvement pour la Vérité sur le 11 Septembre, c'est une bonne chose,*" a déclaré John Parulis, un des organisateurs. "*Quand c'est un leader comme Kevin Bracken, l'impact est encore plus grand.*"

Le discours de Bracken à LaborTech a réuni le mouvement syndical et celui pour la vérité sur le 11 Septembre de manière très efficace. Bracken a décrit les luttes menées par les dockers lors de la grève en 1998 et a expliqué comme les médias dominants manipulent la discussion sur le 11 Septembre de la même manière qu'ils le font à propos du mouvement syndical. "*J'ai été ravi d'entendre Bracken s'exprimer,*" a dit Gage, "*notamment quant à la prise de conscience de l'importance du 11 Septembre pour le mouvement syndical, qui peut l'utiliser pour dénoncer des crimes et les abus massifs qui nous affectent tous.*"

Parulis a lui aussi été impressionné par la demande de justice exprimée par Bracken. “*Je suis heureux qu’il soit venu exprimer sa solidarité avec nous. Sa compréhension et son engagement sur le sujet étaient clairement perceptibles dans son discours passionné.*”

La [vidéo de son discours](#) est visible sur 911Blogger.

Après la conférence, Gage et d’autres représentants du Mouvement donnèrent à Bracken de nombreux documents scientifiques à ramener en Australie, y compris des copies de [9/11 Investigator](#) and [9/11: Blueprint for Truth](#). “*Quand il parle, au moins 400.000 travailleurs écoutent – peut-être même quelques millions.*” a dit Gage, “*Espérons que ces documents l’aideront à faire passer le message dans son pays et au-delà.*”

Ces dernières années, nous avons vu [des politiciens](#), des défenseurs des droits de l’homme et des [personnalités des médias dominants](#) s’exprimer en faveur du travail de [AE911Truth](#), et Kevin Bracken est encore un exemple de ce qui est possible lorsque des gens se lèvent et demandent des comptes. De nombreux individus hésitent à s’engager, de peur de perdre leur emploi, mais Bracken a démontré que les statuts politique et professionnel ne sont que des barrières imaginaires. Quand suffisamment de gens de tous les horizons sortiront de l’ombre et demanderont une réelle investigation, la justice que nous demandons sera enfin accessible.

Joignez-vous à ceux qui se sont déjà exprimés pour que ce but encore incertain devienne enfin une réalité.

[Eli Rika](#)

[Ae911Truth](#),

21 décembre 2010

Traduction Jacques pour ReOpenNews

Note reOpenNews

A propos du type d’attaque assez misérable utilisé contre ceux qui remettent en cause la théorie officielle sur le 11/9, on pourra lire [le passionnant article du Pr. David Ray Griffin](#) paru récemment en ReOpenNews

En lien avec cet article :

[Leaders politiques pour la vérité sur le 11 Septembre | Communiqué de presse et pétition sur Political Leaders For 9/11 TRUTH, le 5 mars 2009](#)

[D’éminentes personnalités politiques dans les rangs du Mouvement pour la Vérité sur le 11/9 | Article du 4 décembre 2008 12 janvier, 2011 by GeantVert](#)

---

Tout individu a droit à la liberté d’opinion et d’expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d’expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l’Homme - Article 19